RAPSE
Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre
N°53
17 décembre 2008

A Romilly, 70 participants Pour une confrontation entre Frédéric Boccara membre du CN

Et un représentant d'un « groupement professionnel et économique local!

Sommaire

- ✓ Retour sur la crise (N°3) - Denis Durand ..... page 2/3
- ✓ Des propositions contre la crise (suite)..... page 4/5
- ✓ Europe : La Position commune sur le temps de travail..... page 6
- ✓ Europe : Déclaration de Francis Wurtz..... page 7

Retour sur une crise (N° 3)

Denis Durand

Des solutions porteuses d'un rebond plus terrible de la crise.

Les solutions porteuses du pire

Les solutions qui sont plus ou moins fébrilement recherchées par les gouvernements occidentaux ne visent pas à remettre en cause le système. Il y a l'idée, suivant les versions, qu'on va réguler la finance, on va la moraliser, on va la réglementer pour éviter les excès. On va imposer des règles mais on ne remet pas en cause le fait qu'il y a derrière cette dictature de la finance ,la volonté de faire le maximum d'argent avec l'argent qu'on a inséré dans le système.

On peut croire les dirigeants du monde occidental quand ils nous disent aujourd'hui que c'est très grave et qu'ils vont tout faire pour empêcher le système financier de s'effondrer. Ils ont eu vraiment très peur au mois d'octobre parce qu'il y a vraiment un risque d'effondrement de l'ensemble du système financier. Un peu comme ça s'est passé en 1929 avec toutes les conséquences après.

D'où les 470 milliards d'euros mobilisés. . **C'est de l'argent que l'on va emprunter sur les marchés financiers** pour rassurer les banques et pour pouvoir garantir les prêts qu'elles font.
Les gouvernements emploient les grands moyens : au total 1 700 milliards d'euros mobilisés en Europe, 1 000 milliards aux Etats-Unis et des nationalisations, des plans de relance en préparation avec toutes les contradictions avec le pacte de stabilité de croissance.

Sauver le système à court terme

Peut-être que ces efforts vont permettre de sauver le système, financier **à court terme.** Peut-être même qu'on sous-estime les effets de relance que cela va avoir. Peut-être même qu'on va voir un feu de paille ? C'est difficile de faire des prévisions en ce moment mais il y a eu dans le passé des scénarios qui se sont déroulés comme ça avec une injection massive de pouvoir d'achat dans l'économie qui provoque, pendant un an ou deux, une relance vigoureuse jusqu'à une rechute, une récession très violente.

Pour autant, il ne faudra pas les croire quand ils reviendront dans six mois, un an, deux ans, pour nous dire : regardez, tout va mieux, tout va bien, on a sauvé l'économie, c'est reparti pour une nouvelle phase de prospérité pour 30 ans où on va avoir de la croissance, de l'emploi, des richesses pour tout le monde. **En fait rien ne sera réglé !**

C'est une crise du système

Ce sujet est important.
On est dans une crise du système et pas seulement dans une crise de la finance.
L'économie capitaliste à des cycles qui ont plusieurs périodicités. Il y a des petits cycles d'une dizaine d'années qui, en quelque sorte, s'enroulent autour de grands cycles qui durent une soixantaine d'années (cycles de Kondratieff).
L'économie capitaliste n'est pas quelque chose de planifiée au départ. Elle est le fait d'initiatives individuelles, d'investisseurs, de patrons. Pas de concertation au départ. L'économie capitaliste part avec quelqu'un qui a de l'argent. La finance est un des rouages essentiels du système.

Ca commence par un type qui a de l'argent et qui décide avec cet argent de gagner encore plus d'argent. Il décide de placer cet argent dans l'opération qui va rapporter le plus. Théoriquement l'opération est une opération de production. Avec son argent il achète une usine il achète des machines, il achète des matières premières de l'énergie, du courant électrique, des logiciels, des ordinateurs. Il embauche des salariés, ouvriers, employés…, il fait travailler ses salariés sur les moyens matériels de production qu'il a. Le processus de production produit des marchandises qui ont une valeur. Le capitaliste vend ses marchandises sur un marché. Il en retire donc un chiffre d'affaires. Dans ce chiffre d'affaires, il y a une part qui va aux

salaires et le reste il le garde pour lui. Le but de toute l'opération, c'est que le produit soit le plus élevé possible par rapport à l'argent qu'il a avancé au départ. Le calcul, ce n'est pas toujours plus de profits, mais **toujours plus de taux de profit.** Le rapport entre le profit gagné et l'argent avancé.

Pour arriver à cela, la première chose, c'est déjà d'exploiter au maximum les salariés. qu'on fait travailler. Dans les régimes capitalistes la technique la plus efficace, c'est de toujours investir dans des machines, des moyens de production de plus en plus perfectionnés qui augmentent la productivité du travail.
Les capitalistes ne connaissent pas l'histoire avant. Ils voient que ça marche. Ça marche avec une usine donc on investit dans une deuxième usine. La deuxième usine marche encore mieux que la première avec plus de profits que l'on va investir dans une troisième usine. Mais à un moment donné, il arrive que la quantité de travail exploité, le degré d'exploitation de la force de travail atteint des limites.
Il arrive un moment où l'investissement supplémentaire ne va pas rapporter autant que voulu. Et la déception. Suraccumulation du capital. Il y a trop de capital par rapport aux profits possibles. Et ça ce n'est pas supportable pour le capitaliste.

La course au taux de profit

Comment procéder pour faire remonter le taux de profit ?
Il arrive un moment où la seule façon de le faire remonter, c'est de détruire une partie du capital pour faire remonter le taux de profit rapporté au capital gardé. Détruire du capital, cela veut dire fermer des usines, licencier des salariés.
La démonstration est caricaturale. Le système capitaliste s'est perfectionné au fil du temps. En particulier, il a trouvé des techniques pour que certains capitaux puissent pomper les profits de ceux qui sont plus faibles. En particulier, les multinationales pompent les profits des PME qui travaillent comme sous-traitants etc. Cela permet d'augmenter les taux de profit de ceux qui pompent.
Ça fonctionne comme ça depuis au moins 100 ans.
Il y aussi les techniques qui consistent à faire travailler du capital public qui ne demande pas un taux de profit très élevé. Ce capital public cède sa part de profit au capital privé. Exemple classique avec EDF qui vendait son électricité moins chère aux multinationales de l'aluminium, donc les profits d'EDF étaient plus bas mais ceux de Péchiney plus élevés. C'est ce qu'on appelle le capitalisme monopoliste d'État.

Le système est très complexe et se perfectionne au fil du temps, au fil de ses crises. Chaque fois qu'il rencontre une crise très profonde il se transforme pour pouvoir continuer à exister et augmenter les taux de profits. Mais les mécanismes fondamentaux de sur-accumulation du capital et de dévalorisations du capital sont toujours là.

Mais comme tout n'est pas prévu à l'avance dans le système, les capitalistes ne prévoient pas le moment de la montée des difficultés et vont toujours au-delà de ce qui est raisonnable. Ils investissent toujours plus qu'il ne faudrait. Donc toujours cette sur-accumulation. Ces phénomènes de sur-accumulation de capital reviennent tous les 8,10 ans.

.Les cycles de Kondratieff

On a eu une crise de sur-accumulation en 1991 aux Etats-Unis et 1993 en Europe, après une brillante reprise des années 90.
Une nouvelle crise de sur-accumulation matérielle en 2001- 2002 aux États-Unis, un peu chez nous. Ca a commencé un peu avant le 11 septembre et c'est à ce moment-là que a s'est produit, une récession aux Etats-Unis : : suppressions d'emplois, faillites d'entreprises et ensuite une reprise. On est dans une reprise depuis les années 2003-2004.

Et si cela se passe comme la dernière fois on peut penser que la prochaine récession est plutôt programmée pour 2011-2012. Sauf si la crise actuelle, les turbulences financières précipitent l'échéance. Ce n'est pas impossible.
Mais en tout cas il y aura une récession au plus tard au début de la décennie prochaine. Ça se sont les crises cycliques qui durent une dizaine d'années et qui continuent d'exister de nos jours.

Prochaine lettre : comment le capitalisme s'est adapté aux différentes crises

Pour la mise en place d'un Pôle financier public

Yves Dimicoli

La crise financière témoigne de l'exacerbation de la crise systémique du capitalisme. Elle révèle le besoin de rompre avec les règles fondamentales de ce système, l'argent pour l'argent, en faisant prévaloir de nouvelles règles.

Alors que montent de toutes parts les interventions publiques et d'Etat sur des engagements financiers qui laissent pantois les gens à qui on a cessé de répéter, des années durant, que « ***les caisses sont vides*** », **grandit le besoin d'institutions financières nouvelles**. Des institutions qui, enfin, permettraient de traiter le crédit bancaire, la monnaie comme de véritables biens communs au service du développement de l'emploi, des capacités humaines, en réponse aux besoins sociaux.

Avec la récession, avec les faillites de PME, avec la progression rapide du chômage accentuant la pression sur les taux de salaire, **cette exigence peut devenir très forte objectivement**.

Comment s'en saisir, à l'appui des luttes sociales, pour commencer, en ripostant à Sarkozy, **à ouvrir les voies de cette construction nouvelle nécessaire** ?

J'aborderai 2 points :

- Les défis de la crise financière et les tentatives de réponse de Sarkozy,
- Éléments pour des réponses alternatives autour du pôle financier public.

Première partie : les défis de la crise financière et des tentatives de réponse de Sarkozy :

On sait que cette crise résulte d'un immense gâchis de crédit qui, des années durant, a servi à alimenter des opérations et placements financiers et immobiliers, des investissements orientés contre l'emploi, de concert avec la pression sur les salaires et les dépenses publiques et sociales.

Utilisant massivement le levier de l'endettement, des millions d'opérateurs ont fait la course au rendement financier dans un contexte où, grâce aux gains formidables de productivité des nouvelles technologies, d'énormes liquidités ont été rendues disponibles pour la spéculation avec l'incitation permanente à de hauts profits du fait des bas coûts salariaux des pays émergents.

La crise financière, qui a éclaté en juillet 2007, à partir de l'étincelle sur les « crédits immobiliers à risque » aux États-Unis, a entraîné une crise bancaire d'une rare violence avec les pertes des banques qui ont accumulé des « actifs pourris » dans leur bilan et ont vu s'effondrer le cours de leurs actions en bourse.

Le système financier s'en est trouvé bloqué, les banques perdant confiance les unes envers les autres et refusant de s'échanger les liquidités pourtant nécessaires à leur fonctionnement journalier.

L'intervention massive et répétitive des banques centrales n'a pu rétablir la confiance et a, au contraire, alimenté un redoublement de la spéculation.

Il en est résulté des difficultés telles pour certaines banques que les États ont été alors obligés, eux-mêmes, de s'impliquer.

De fait, de partout remonte l'appel au soutien des États.

Dans les pays anglo-saxons, on est allé jusqu'à des nationalisations, certes ponctuelles et transitoires, mais effectives.

En France, il n'y a pas eu véritablement renationalisation, sauf pour Dexia, la banque des collectivités locales, dans un dispositif commun avec les États belge et luxembourgeois.

Si, aux États-Unis, le premier plan de soutien aux banques a porté sur une somme de 700 milliards de dollars, on sait qu'en Europe, les différents plans engagés mobilisent au total la somme colossale de 1 700 milliards d'euros. Et déjà, on annonce de nouveaux plans d'aide publique massive censés relancer les économies des pays de l'OCDE entrées en récession.

De partout, les États apportent des fonds propres aux banques dans le but de restaurer la confiance des marchés financiers.

Tous ces financements publics massifs se font, cependant, sans critère nouveau et sans qu'aucun pouvoir nouveau ne permette de réorienter et la gestion des banques et la distribution et l'utilisation du crédit.

Un mot, à présent, sur les plans Sarkozy.

Le plan de sauvetage des banques : 360 milliards d'euros (19 % du PIB)

Pour permettre aux banques de se refinancer, l'État ... a décidé de donner sa garantie à une société de refinancement des banques (la société française de financement de l'économie). Elle pourra emprunter de l'argent sur le marché financier avec la garantie de l'État jusqu'à hauteur de 320 milliards d'euros. Elle leur re-prêtera cet argent « au prix du marché » aux banques, jusqu'à cinq ans. En contrepartie, les banques apporteraient à cette société de refinancement des actifs qui sont à leur bilan.

Alors, on peut penser que cette société sera contrôlée par l'État. Pas du tout ! Ce sont les banques elles-mêmes qui la contrôleront à 66 %, alors qu'elles sont cependant responsables de la crise actuelle !

D'autre part, pour renforcer le capital des banques, l'État a décidé d'accorder sa garantie à une autre société, la société des prises de participation de l'État, contrôlée par lui à 100 % cette fois. Elle se financera en empruntant, elle aussi, sur le marché financier avec la garantie de l'État jusqu'à 40 milliards d'euros.

Et, pour renforcer les fonds propres des banques, elle souscrira non pas à l'émission d'actions mais à des « titres de dette subordonnée ». Ceux-ci ont le goût et la couleur des actions, mais cependant n'en sont pas : leurs détenteurs, certes, supportent le même risque financier que l'actionnaire, mais il n'ont pas le droit de siéger au conseil d'administration des banques émettrices, ni d'exercer un quelconque droit sur la gestion. Et ces titres ont cependant la particularité d'être comptabilisés comme des fonds propres.

Une première tranche de 10,5 milliards d'euros a été injectée dans les fonds propres de six grandes banques : Banques Populaires, BNP – Paribas, Caisses d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Société Générale.

Et cela, alors même que nombre de dirigeants de ces banques proclamaient haut et fort il y a peu qu'ils n'auraient aucunement besoin de l'argent public.

Le gouvernement assure que ce plan n'aura aucune incidence sur les contribuables, car ces garanties sont facturées.

La belle affaire ! Outre que cette facturation incitera encore plus les banques ainsi aidées à être plus rentables financièrement, la dette de l'État augmentera. Or Sarkozy maintient son objectif d'une limitation à 60 % du PIB de la dette publique en 2012. Si ce n'est donc dans l'immédiat, l'appel aux contribuables aura lieu demain, surtout si, après une relance limitée, le monde entier tombe en récession vers la fin de 2010 – 2011. Mais, tout de suite, le rationnement des dépenses publiques et sociales va redoubler avec, notamment, la suppression pour 2009 de plus de 30 000 emplois publics en France !

Quelles sont les contreparties demandées aux banques ?

Il leur est demandé, d'abord, d'adopter un « code de bonne conduite » qui a été rédigé, tenez-vous bien, par le MEDEF ! C'est la dimension éthique...

Et les banques se sont engagées aussi à …

Pour Lire la suite cliquer sur le lien ci-dessous

http://storage.canalblog.com/44/09/312448/33723655.pdf

EUROPE : La Position commune sur le temps de travail nous ramène 100 ans en arrière!

"Le Groupe GUE/NGL rejette complètement et est radicalement opposé à la position commune réactionnaire du Conseil, qui est soutenue par la Commission," a déclaré le député grec du GUE/NGL **Dimitris Papadimoulis** lors du débat sur la révision de la Directive temps de Travail au Parlement européen ce soir.

"Vous remontez la pendule de 90 ans," a déclaré le député Papadimoulis en s'adressant au Conseil et à la Commission, appelant la proposition "antisociale et anti-citoyens". La Commission et le Conseil devraient écouter les syndicats européens et l'association médicale européenne au lieu des employeurs "qui tirent les ficelles", a-t-il dit. "La lutte contre ce paquet antisocial continuera à la fois à l'intérieur et en dehors du Parlement européen," a-t-il averti.

Roberto Musacchio (GUE/NGL Italie) a décrit la position du Conseil comme "un coup" et a appelé une semaine de travail de 65 heures à la fois ridicule et inacceptable. "Le opt-out et les différentes dérogations vont maintenant être généralisées et rendues flexibles à l'extrême. Avec tant de travailleurs sans emploi, cela équivaut à de la provocation," a-t-il dit.

"Le Parlement européen devrait écouter les travailleurs qui exprimeront leur opposition à la directive lors de la manifestation qui aura lieu à Strasbourg ce mardi. Les députés devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir la souveraineté de l'institution, "a-t-il conclu.

"Le but principal de cette proposition est de dévaluer le travail, d'augmenter la possibilité de réaliser davantage de bénéfices pour les employeurs et les groupes financiers par un temps de travail hebdomadaire moyen de 60 à 65 heures, de plus faibles salaires et l'introduction du concept du temps de travail inactif", a déclaré la députée **Ilda Figueiredo** (GUE/NGL, Portugal).

"La proposition remet en question tout qui a été réalisé sur la réconciliation du travail et de la vie familiale et c'est un pas en arrière d'environ cent ans dans la lutte chaudement disputée pour les droits des travailleurs. C'est pourquoi nous rejetons cette position honteuse par le Conseil européen."

"Quand il s'agit de l'organisation du temps de travail, ce que nous avons ici insulte les droits des travailleurs," a dit **Giorgios Toussas** (GUE/NGL, Grèce). "La notion du temps de travail actif et passif signifie que les personnes comme les médecins travailleront des heures inacceptables tandis que les dispositions de salaire restent ouvertes. Avec cette directive proposée, le Conseil, la Commission et les employeurs négligent les droits des travailleurs complètement," a conclu le député Toussas.

Déclaration de Francis WURTZ
Président du Groupe GUE/NGL

Le parlement met une claque au Conseil - et à Nicolas Sarkozy - sur le temps de travail.

Une position commune du Conseil qui apporterait un recul sans précédent sur le temps de travail en Europe n'a pas été acceptée par le Parlement européen. Tant sur l'opt out (la faculté de déroger à la limite du temps de travail hebdomadaire) que sur le refus d'inclure le temps de garde dans le temps de travail, le Parlement a refusé le projet du Conseil (les 27 gouvernements).

Un vote qui résonne d'abord comme un désaveu du Conseil et de la présidence française.

Un vote qui n'est pas étranger aux milliers de manifestants qui hier avec les syndicats européens ont affirmé leur refus d'un tel recul de civilisation. Pas étranger non plus aux milliers de médecins et professionnels de la santé qui ont montré le danger extrême de ne plus considérer le temps de garde comme du temps de travail.

Certes, au nom de la GUE/NGL, nous aurions voulu aller plus loin: notre amendement de rejet du projet du Conseil n'a pas été adopté- ce qui aurait définitivement enterré ce projet de directive scandaleux. À présent, une négociation va s'ouvrir entre Parlement et Conseil. La bataille doit donc se poursuivre. Il est également regrettable que nos amendements refusant l'annualisation du temps de travail n'aient pas été adoptés. Nous appelons à poursuivre également les actions sur cette question.

Les semaines et les mois à venir vont compter et nous appelons les salariés à exprimer avec force leurs opinions et volontés, notamment en direction des gouvernements pour rappeler qu'ils exigent une Europe de progrès social et non de recul des droits.

Pour cela, ils peuvent compter, comme hier, sur l'action des députés de notre groupe.

Le 17 décembre 2008